



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

Direction des Politiques Interministérielles
Bureau de la Coordination

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

RECUEIL SPÉCIAL n° 1 – 4 janvier 2016

Le Recueil des Actes Administratifs sous sa forme intégrale est consultable en Préfecture, dans les Sous-Préfectures ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (www.pas-de-calais.gouv.fr)

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU PAS-DE-CALAIS.....	2
Arrêté en date du 23 décembre 2015 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale « AVA » (entre la Vie Active et l'ASAPN).....	2
 DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES.....	 5
Arrêté préfectoral n° 2015-65-171 en date du 31 décembre 2015 accordant délégation de signature à M. Vincent MOTYKA, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie.....	5
Arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant désignation de M. Vincent MOTYKA, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais – Picardie, en qualité d'expert pour les essais et épreuves avant mise en exploitation des canalisations de gaz combustible.....	12
Arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant désignation de M. Vincent MOTYKA, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais – Picardie, en qualité d'expert pour le contrôle des épreuves à pression.....	12
 SNCF IMMOBILIER.....	 13
Décision en date du 14 décembre 2015 portant déclassement du domaine public.....	13

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU PAS-DE-CALAIS

UNITÉ PROTECTION ET ACCES AUX DROITS DES PERSONNES

- Arrêté en date du 23 décembre 2015 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale «AVA» (entre la Vie Active et l'ASAPN)

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Arrêté

PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE «AVA» (ENTRE LA VIE ACTIVE ET L'ASAPN)

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-7 et R.312-194 à R.312-194-25 ;
Vu l'instruction DGAS/5D N° 2007-309 du 3 août 2007 relative à la mise en œuvre des groupements de Coopération Sociale et Médico Sociale ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les Régions et Départements ;
Vu le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de Préfète du 62 (hors classe) ;
Vu la délibération du conseil d'administration de l'Association pour le Soutien et l'Action personnalisée dans le département du Nord-ASAPN- en date du 26 mai 2014 ;
Vu la délibération du conseil d'administration de l'association LA VIE ACTIVE en date du 6 décembre 2014 ;
Vu la convention constitutive du groupement de coopération sociale «AVA» (entre La Vie Active et l'ASAPN) signée le 18 novembre 2015 ;

Sur proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale du Pas-de-Calais ;

Arrête

ARTICLE 1^{er} : La convention constitutive du Groupement de Coopération Sociale dénommé : GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE «AVA» (entre La Vie Active et l'ASAPN) est approuvée. Elle vise l'activité du service tutélaire AAP la Vie Active et celle de l'association pour le Soutien et l'Action Personnalisée dans le département du Nord -ASAPN-.

ARTICLE 2 : Le « GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE «AVA» (entre la Vie Active et l'ASAPN) a pour objet :

Par une mutualisation de moyens matériels et humains, une valorisation de leurs actions et interventions propres, les membres entendent développer ensemble des actions et projets concourant à l'amélioration de l'accompagnement des usagers, des membres et au regard des besoins relatifs aux services supports et actions transversales et particulièrement :

- L'amélioration des pratiques professionnelles et le développement de services support notamment au niveau du service juridique en lien avec les problématiques des personnes protégées (gestion de patrimoine, expertise, cas complexes...)
- L'amélioration de la gestion des ressources humaines notamment en lien avec l'usure professionnelle (supervision, groupe d'analyse des pratiques professionnelles, optimisation du plan de formation, formations intra-muros...)
- L'amélioration de la gestion des ressources matérielles et logistiques et l'acquisition de matériel et de moyens logistiques
- L'amélioration de la continuité de la protection pour éviter les ruptures de parcours
- Répondre à des appels à projet, ceci se fera sans budget des autorités de tarification actuelles des membres concourant au développement d'activité nouvelle ou innovante dans le secteur social et médico-social
- Ces actions seront inscrites dans le maillage territorial au travers la communication et l'information sur la protection juridique en interaction avec des chantiers existants.

Le groupement a vocation à gérer lui-même des activités sociales et à disposer à ce titre d'agrèments ou d'habilitations.

Le groupement n'a pas vocation à être titulaire d'autorisation de service MJPM.

Conformément au principe de spécialité opposable aux personnes morales toute mission que les membres n'auraient pas expressément confiée au groupement relève exclusivement de la responsabilité respective de ses membres.

ARTICLE 3 : Le groupement est constitué des membres suivants :

- L'association La Vie Active dont le siège est situé 4 rue Beffara, 62000 ARRAS
- L'association pour le Soutien et l'Action Personnalisée dans le Département du Nord, A.S.A.P.N., dont le siège social est situé, Centre Vauban- 199-201, rue Colbert- Bât.Ypres- CS 60111 – 59025 LILLE CEDEX.

ARTICLE 4 : Le siège du groupement est fixé au 4 rue Beffara – 62 000 ARRAS.

ARTICLE 5 : Le groupement est une personne morale de droit privé.

ARTICLE 6 : Le groupement est constitué pour une durée illimitée à compter de la publication du présent arrêté aux recueils des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 7 : Toute modification de l'objet ou des membres constituant le groupement devra faire l'objet d'un avenant à la convention constitutive et être approuvée par l'autorité compétente.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 : La Préfète du Pas-de-Calais et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Arras, le **23 DEC. 2015**

La Préfète



DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE LA COORDINATION

- Arrêté préfectoral n° 2015-65-171 en date du 31 décembre 2015 accordant délégation de signature à M. Vincent MOTYKA, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie

Article 1er : Délégation est donnée à M. Vincent MOTYKA, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, à l'effet de signer, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais, et dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions, documents et correspondances dans les matières suivantes :

I. - RISQUES

I-1 MINES, CARRIERES et TERRILS, EAUX SOUTERRAINES, ESPACES SOUTERRAINS, EXPLOSIFS

A - Exploitation des mines et des stockages souterrains

1°/ Toutes opérations relatives à la préparation, présentation, exécution des arrêtés préfectoraux à intervenir dans le cadre du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockages souterrains et à la police des mines et des stockages souterrains

2°/ Toutes opérations relatives à l'instruction, la préparation, l'exécution des arrêtés préfectoraux portant dérogation au règlement général du 4 mai 1951 sur l'exploitation des mines de combustibles minéraux solides et au règlement général des industries extractives institué par le décret n°80-331 du 7 mai 1980

3°/ Examen et délivrance des dérogations et autorisations prévues par l'article 327 paragraphe 1 du règlement général du 4 mai 1951

4°/ Examen et délivrance des dérogations, autorisations prévues par le décret et la circulaire du 2 août 1960 pour l'expérimentation des méthodes, appareils ou produits nouveaux (article 327 paragraphe 6 du règlement général du 4 mai 1951, article 2 paragraphe 5 du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives).

B - Fermeture, arrêt définitif de partie ou totalité des travaux miniers

Instruction des déclarations des exploitants, préparation, présentation des arrêtés préfectoraux fixant les travaux à exécuter avant l'arrêt des travaux et des installations.

C - Occupation de terrains nécessaires à l'exploitation de la mine et aux installations des exploitants qui y sont indispensables

1°/ Instruction des demandes

2°/ Préparation, présentation des arrêtés préfectoraux prescrivant les enquêtes

3°/ Au vu des résultats des enquêtes, préparation, présentation des arrêtés préfectoraux accordant les autorisations d'occupation des terrains.

D – Dégâts miniers

Traitement des demandes de réparation des dégâts miniers consécutifs à l'exploitation de Charbonnages de France (CDF) – Application de la circulaire 4C/2008/04/7507 du 14 avril 2008 du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, relatif au traitement des demandes de réparation et les éventuels contentieux relatifs aux dégâts consécutifs à l'activité de CDF.

E - Exploitation des carrières

1°/ Toutes opérations relatives à l'instruction et à la préparation des arrêtés préfectoraux pris en exécution du code de l'environnement

2°/ Toutes opérations relatives à l'instruction, la préparation, l'exécution des mesures de police des carrières à prendre en application du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières et de l'article 107 du code minier

3°/ Toutes opérations relatives à l'instruction, la préparation, l'exécution, la notification des arrêtés préfectoraux portant dérogation au Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 complété et notamment celles prises en exécution du décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 concernant l'emploi des explosifs dans l'industrie extractive.

F – Octroi ou renonciation de concessions minières ou de permis exclusifs de recherches décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 modifié et décret n° 956 427 du 19 avril 1995

Instruction complète des demandes (à l'exclusion de la transmission des résultats au Ministère chargé de l'Industrie).

G - Eaux souterraines

1°/ Enregistrer les déclarations de forages, exécution des décisions (décret n° 93-742 du 29 mars 1993 consolidé par décret du 17/07/2006, article 131 du Code minier)

2°/ Instruire les demandes de forage liées aux installations classées industrielles

3°/ Gestion des ressources en eaux souterraines en liaison avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières

4°/ Géothermie : application du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 consolidé par décret du 17/07/2006, article 17 du Code minier.

H - Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés de gaz et de produits chimiques

Cadre réglementaire :

Stockage souterrain de gaz : ordonnance 58-1132 du 25 novembre 1958

Stockage souterrain d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés : ordonnance n° 58-1332 du 23 décembre 1958, Décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain

Stockage souterrain des produits chimiques de base à destination industrielle (loi n° 70-1324 du 31 décembre 1970).

Instruction et suivi des demandes ou renonciation de permis exclusifs de recherches et de titres de stockages souterrains.

I - Explosifs

Instruction des déclarations et des autorisations relatives à l'application de l'article L 2352-1 du code de la défense et de ses textes d'application notamment le décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 modifié et n° 90-153 du 16 février 1990 portant sur le marquage, l'acquisition, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs ainsi que le décret n°90-897 du 1 octobre 1990 modifié portant réglementation des artifices de divertissement (à l'exclusion des arrêtés préfectoraux d'autorisation).

J - Les opérations relatives à l'application des dispositions des plans de préventions des risques naturels prévisibles qui relève de ses compétences

Application de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 pour l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels.

I-2 ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL : Risques - Air - Eau - Déchets - Sols pollués

A - Pollution, nuisances et risques des installations classées

1°/ Dans le cadre de l'article R 514-1 du code de l'environnement, proposition au préfet de l'organisation de l'Inspection des installations classées dans le département

2°/ Instruction des demandes relatives aux établissements industriels soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Proposition d'arrêté d'autorisation initiale et proposition d'arrêté complémentaire - Information du pétitionnaire de la recevabilité de son dossier en application de l'article R 512-14 (une copie de ce courrier sera transmise au préfet du Pas-de-Calais – Direction des politiques interministérielles / Bureau des procédures d'utilité publique et de l'environnement)

3°/ Suivi du respect des arrêtés préfectoraux et textes relatifs à la protection des nuisances pour l'environnement et à la sécurité des sites industriels. Propositions d'arrêté de mise en demeure, de consignation, de travaux d'office.

4°/ Instruction des plaintes relatives aux nuisances industrielles.

5°) Instruction des dossiers de demande d'autorisation unique :

- courriers de consultation et réception des avis ou accords des services intéressés lors de l'analyse de la complétude et de la régularité (dont la DDTM, le STAP, l'ABF, la Défense, la DGAC, le CNPN et les opérateurs radars),
- courrier d'information du pétitionnaire sur le caractère non complet ou non régulier de son dossier
- courrier de demande de compléments au pétitionnaire dans un délai fixé
- courrier d'information du pétitionnaire sur le caractère recevable de son dossier
- courrier de transmission de l'avis de l'autorité environnementale

B - Déchets

1°/ Contrôle de la production, du transport, du transit et du traitement des déchets générateurs de nuisances (application du code de l'environnement)

2°/ Suivi des importations et des exportations de déchets à l'exception des importations de déchets de toutes natures destinés à l'épandage, et des importations ou des exportations de déchets d'origine animale :

Application des articles 23-1 à 23-4 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée

Application du règlement européen n° 259/93 du 1er février 1993 modifié relatif aux transferts transfrontaliers de déchets

- instruction administrative des dossiers de notification relatifs aux importations et exportations
- suivi des dossiers d'importation et d'exportation
- suivi des dossiers d'importation et d'exportation sous couvert de la procédure simplifiée (article 11 du règlement)
- instruction des dossiers de pré autorisation (article 9 du règlement)
- décisions motivées d'objection aux importations ou exportations de déchets.

C - Air

1°/ Application de la loi n° 96-1236 du 19 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et notamment l'élaboration des PPA, et des procédures d'information et d'alerte en cas d'épisode de pollution

2°/ Tutelle de l'Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air

Application de la loi n° 96-1236 du 19 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et du décret n°74-415 du 13 mai 1974 modifié par le décret n° 91-1122 du 25 octobre 1991 relatif à la qualité de l'air et au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère.

D – Risques technologiques majeurs

Suivi du respect de la réglementation sur la prévention des risques technologiques majeurs en application de la directive SEVESO et de la réglementation sur les installations classées

(Application de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile).

I-3 – EQUIPEMENTS SOUS PRESSION

A - Surveillance des Equipements sous pression

1°/ Equipements sous pression

- décret n°99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression
émission du récépissé de déclaration de mise en service (article 18 et annexe 2 § 1.1)
reconnaissance des services d'inspection (article 19)
autorisation de réalisation des opérations de contrôle selon des modalités particulières et sous la direction du service d'inspection
aménagement de périodicité de la requalification périodique des équipements sous pression suivi par un service d'inspection
prescription d'une requalification anticipée en cas de suspicion du bon état d'un équipement sous pression (article 20)
transmission du rapport d'enquête suite à un accident (article 25 alinéa 4))
autorisation de modification des lieux et des installations intéressés par un accident (article 25 alinéa 3)
application (pour un équipement individuel) de conditions particulières pour les "dispositions applicables aux équipements en service"
(article 27 § II)
autorisation et fixation des conditions de la mise sur le marché et de la mise en service d'un équipement sous pression ou d'un ensemble
individuel (article 27 § III)
mise en demeure d'un exploitant pour régulariser la situation d'un équipement sous pression non conforme aux règles de suivi en service
(article 29)
- arrêté du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression
 - récusation de la personne qui procède à des inspections périodiques (article 10 § 1)
 - aménagement à l'intervalle maximum entre inspections périodiques (article 10 § 5)
 - dispense de vérification intérieure (article 11)
 - aménagement de l'intervalle entre requalifications périodiques (article 22)
 - aménagement à l'opération d'inspection pour une requalification périodique (article 24)

2°/ Équipements sous pression transportables

- décret n° 2001-386 du 03 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables et pris pour l'application du 1° de
l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles
 - mise en demeure de régulariser, restreindre ou interdire l'utilisation, assurer le retrait d'un équipement individuel exploité en
méconnaissance des règles de contrôle périodique des équipements en service (article 21)
 - autorisation de modifier l'état des lieux et des installations intéressées par un accident (article 22 alinéa 3)
 - transmission du rapport d'enquête après accident (article 22 alinéa 4)
- arrêté du 3 mai 2004 relatif à l'exploitation des récipients sous pression transportables
 - prescription d'un contrôle périodique d'un récipient suspect (article 5 § 5)

3°/ Appareils à pression de vapeur

- arrêté du 10 avril 2001 relatif aux conditions d'application de certaines dispositions réglementaires des décrets du 02 avril 1926 et 18
janvier 1943
 - délégation à un organisme habilité des épreuves initiales (article 1)

4°/ Appareils à pression de gaz

- décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz
 - désignation des experts et délégués (article 6)
- arrêté du 24 mars 1978 relatif au soudage
Transfert du droit d'usage de la qualification d'un mode opératoire de soudure prévu à l'article 16 de l'arrêté. Application de la DM-T/P
22220 du 6 septembre 1988 prise en application de l'article 24 de l'arrêté.

5°/ Canalisation de transport

- arrêté du 21 avril 1989 modifié fixant la réglementation de sécurité pour les pipelines à hydrocarbures liquides ou liquéfiés
 - dérogation aux règlements de sécurité (article 5-4e tiret et avant-dernier alinéa)
- arrêté du 6 décembre 1982 : réglementation technique des canalisations de transports de fluides sous pression autres que les
hydrocarbures et le gaz combustible
 - abaissement des pressions d'ouverture des organes de sûreté ou une modification des conditions de service (article 16 § 4)
- arrêté du 11 mai 1970 relatif au règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation
 - dérogations explicites prévues par le règlement (article 46)
- arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou
liquéfiés et de produits chimiques
 - abaissement de la pression maximale de service ou essais ou contrôles de tout ou partie d'une canalisation de transport (article 15)
- actualisation des prescriptions fixées en application de l'article 43 du décret du 18 octobre 1965 susvisé aux canalisations de produits
chimiques ayant fait l'objet de telles prescriptions (article 19 point 6)
- aménagements aux dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 pour les questions à caractère non générique et selon des critères fixés par le
ministre chargé de la sécurité des canalisations de transport (article 21)

I-4 PRODUCTION, TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE

A - Transport de gaz combustible par canalisation

Cadre réglementaire :

Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié par les décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985, n° 93-629 du 25 mars 1993, n° 2001-366 du 26 avril 2001 et n° 2003-999 du 14 octobre 2003 relatif à la procédure de la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes

Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié dernièrement par le décret 2003-944 du 3 octobre 2003 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations

Arrêté ministériel du 11 mai 1970 modifié portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz

Arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Instruction des demandes d'autorisation : consultation de maires et services, conférences inter-services

Préparation des arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique, d'autorisation de construction et d'exploitation et des servitudes

Décision pour les autorisations simplifiées au titre de l'article 2 du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié.

B - Transport de produits chimiques par canalisation

Cadre réglementaire :

Décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 modifié par les décrets des 12 octobre 1977, 17 juillet 1984 et 2003-1274 du 23 décembre 2003 portant application de la loi du 29 juin 1965 relative au transport des produits chimiques par canalisation

Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains.

Instruction des demandes d'autorisation : consultation de maires et services, avis sur le tracé général et les dispositions d'ensemble du projet

Pour les projets n'entrant pas dans le cadre de la déclaration d'intérêt général, établissement des conditions de sécurité auxquelles doit satisfaire une canalisation de transport de produits chimique sous pression en application de l'article 43 décret du 18 octobre 1965 modifié

Application du règlement de sécurité

C – Habilitations pour le contrôle des canalisations de transports

Cadre réglementaire :

- Décret n° 2004-1468 du 23 décembre 2004, fixant les conditions d'habilitation des agents publics chargés de la surveillance des canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques et de transport ou de distribution de gaz naturel

délivrance, retrait des habilitations pour procéder au contrôle des canalisations de transports (articles 1, 3 et 5 du décret).

I-5 LE FONDS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS MAJEURS

Dans le cadre du décret 95-115 modifié par les décrets n° 2000-143 et n° 2005-29 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs, les arrêtés d'attribution de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais, m'adressera un compte-rendu semestriel d'utilisation des crédits correspondants ainsi qu'une ampliation des arrêtés pris au titre du BOP 181 et des Fonds Barrière.

I-6 CONTROLE DE L'ENSEMBLE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DU DEPARTEMENT

Cadre réglementaire :

- Décret n° 94-894 du 13 octobre 1994 modifié relatif à la concession et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique,

- Décret n° 2000-874 du 7 septembre 2000 portant application de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité et fixant les conditions d'habilitation et d'assermentation des enquêteurs et certaines procédures d'enquête,

- Décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement,

- Circulaire MEEDDM-MIOMCT-MAAP du 31 juillet 2009 relative à l'organisation du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques,

- Circulaire du 8 juillet 2010 relative à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques en France métropolitaine.

la confirmation du classement A/B/C/D ou le surclassement d'un ouvrage hydraulique « loi sur l'eau » et la fixation des échéances réglementaires initiales,

la confirmation du classement A/B/C/D ou le surclassement d'un barrage concédé , la fixation des échéances réglementaires initiales et la notification au concessionnaire des obligations correspondantes,

l'instruction des lettres d'intentions, des procédures de mise en concurrence, des procédures d'attribution de nouvelles concessions ou de renouvellement de concessions et des demandes d'avenant,

mise en œuvre des procédures visant à augmenter la puissance des installations électriques d'une concession et à la gestion de la fin de concession et résultant du décret n° 94-894 modifié,

la réception et l'instruction d'un dossier de demande initiale d'approbation de travaux pour un nouvel ouvrage hydraulique (barrage) concédé ou d'une demande d'approbation de travaux pour un ouvrage existant,

l'instruction des questions de sécurité d'un dossier de demande initiale d'approbation de travaux pour un nouvel ouvrage hydraulique « loi sur l'eau » ou d'une demande de modification d'un ouvrage existant,

l'élaboration du plan de contrôle des ouvrages hydrauliques,

le suivi du respect des obligations générales et particulières des concessionnaires ou des responsables d'ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » relatives à la sécurité et instruction des documents correspondants,

l'approbation des consignes prévues pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou pour les barrages concédés,

l'approbation des modalités des examens effectués sur les parties habituellement noyées ou difficilement accessibles sans moyens spéciaux, pour les barrages concédés,

l'instruction des procédures de vidange pour les barrages concédés,
la réalisation des inspections périodiques ou inopinées relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou des barrages concédés,
le suivi des événements importants pour la sûreté hydraulique pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou les barrages concédés,
la saisine de l'administration centrale pour toute demande d'avis lorsque la réglementation l'exige ou en opportunité, pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou les barrages concédés,
l'instruction, la rédaction et la signature de tout projet d'arrêté ayant pour objet la sécurité de l'ouvrage et les autres risques liés à la présence de l'ouvrage, pour les ouvrages hydrauliques « loi sur l'eau » ou les barrages concédés.

II - PROTECTION DE LA NATURE ET PAYSAGES - EAU

II - 1 - PROTECTION DE LA NATURE ET PAYSAGES

Dans le cadre de l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338-97 modifié du Conseil européen et (CE) n° 939-97 modifié de la commission européenne, toutes décisions et autorisations relatives :

à la détention et à l'utilisation d'écaillés de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés
à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés
à la mise en œuvre des dispositions du règlement (CE) n° 338-97 modifié sus-visé
à la délivrance de certificats d'importation, d'exportation ou de réexportation pris en application de la convention de Washington du 22 juin 1979, relative au commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Dans le cadre du code de l'environnement, livre III Espaces naturels et livre IV Faune et Flore :

Décisions et autorisations relatives au transport d'espèces animales protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement
Autorisation de destruction d'espèces animales protégées au niveau national et régional par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement, prise après avis du Conseil National de la Protection de la Nature
Arrêté portant dérogation provisoire au règlement intérieur des réserves naturelles nationales pris en application des articles L 332-1 à L 332-22 du code de l'environnement (régulation de population invasive, ou en surnombre)
Proposition d'arrêté autorisant l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel (modernisation des ZNIEFF,...). En application de la loi du 29 décembre 1892 et de la loi 2002-276 du 27 février 2002 modifiant l'article L 411-5 du code de l'environnement, relative à la démocratie de proximité, du décret 2004-292, codifié aux articles R*211-19 à R*211-27 du code de l'environnement. relatif au conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Dans le cadre du code de l'environnement, livre IV Faune et flore, chapitre IV : Dispositions diverses relatives à la conservation de la faune et de la flore :

Proposition d'arrêté de création du comité de pilotage des sites NATURA 2000 en application de l'article L 414-2 du code de l'environnement en liaison avec les sous-préfets d'arrondissement concernés
Arrêté d'approbation du document d'objectif des sites NATURA 2000 en application de l'article L 414-2 du code de l'environnement
Évaluation des incidences d'un projet sur un site NATURA 2000 en application des articles L 414-1 à L 414-5 du code de l'environnement.

Dans le cadre des crédits relatifs à la gestion des milieux naturels et des paysages

Arrêtés d'attributions de subventions pour le fonctionnement des réserves naturelles nationales, du conservatoire botanique national de Bailleul, du conservatoire des sites naturels du Nord et du Pas-de-Calais
Arrêtés d'attributions de subventions d'investissement pour la réalisation d'études et de travaux dans les réserves naturelles, les sites protégés, la connaissance de la faune, de la flore et des paysages.

II - 2 - eau

Propositions d'arrêtés de délimitation de périmètre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application des articles L212-3 et R212-26 et 27 du code de l'environnement

Propositions d'avis de l'autorité environnementale sur les schémas d'aménagement et de gestion des eaux et les rapports d'évaluation environnementale correspondant en application des articles L122-4 et R122-17 et 19 du code de l'environnement

Propositions d'arrêtés de composition, de modification et de renouvellement des commissions locales de l'eau pour la réalisation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application des articles L212-4 et R212-29 à 31 du code de l'environnement

Avis sur les schémas d'aménagement et de gestion des eaux et propositions d'arrêtés d'approbation et de révision de ces schémas en application des articles L212-6,7 et 9 et R212-39, 41, 42 et 44 du code de l'environnement.

III - ENERGIE

III - 1 Transport d'énergie électrique pour les ouvrages appartenant au réseau public de transport et au réseau de distribution d'énergie électrique

Cadre réglementaire :

Code de l'énergie

Décret n°2011-1967 du 1er décembre 2011

Décret n° 70.492 du 11 juin 1970 modifié relatif à la procédure de la déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes

Décret 2001-366 du 26 avril 2001 relatif aux lignes directes

Arrêté technique du 17 mai 2001

Circulaire du 17 janvier 2012 relative à l'application du décret 2011-10967

- Approbation du justificatif technico-économique (J.T.E.)
- Application du règlement de sécurité
- Instruction des demandes d'approbation : accusé de réception d'une demande, demande de complément, consultation de maires, de gestionnaires de domaines publics et de gestionnaires de services publics, conférences inter-services.
- Préparation des arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique et de servitudes
- Décisions d'approbation des travaux ou de projets d'ouvrages (lignes et des postes de transformation)
- Traitement des déclarations des accidents et incidents graves impliquant les ouvrages des réseaux publics de distribution et de transport d'électricité

III-2 Obligation d'achat d'énergie

Délivrance, retrait et modification des certificats ouvrant droit à l'obligation d'achat d'énergie électrique en application du décret n° 2001-410 du 10 mai 2001 modifié relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat.

Délivrance, retrait et modification des attestations ouvrant droit à l'obligation d'achat de biométhane en application du décret n°2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel.

III-3 Certificats d'économie d'énergie

- décret 2006-603 du 23 mai 2006 modifié relatif aux certificats d'économie d'énergie
Accusé de réception du dossier (article 5)
Délivrance, retrait, modifications des certificats d'économie d'énergie (article 5)
- arrêté du 19 juin 2006 fixant la liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économie d'énergie
Désignation de l'expert prévu à l'article 3
- décret 2006-604 du 23 mai 2006 relatif à la tenue du registre national des certificats d'économie d'énergie
Communication au délégataire des renseignements prévus à l'article 3-II

IV – TRANSPORTS - VEHICULES

IV-1 Véhicules

A - Réceptions européennes en application de l'article R 321-8 du code de la route et de l'arrêté ministériel du 04/05/2009 – Art. 3 :

Délivrance des réceptions nationales par type des véhicules de petites séries des catégories M, N ou O ;
Délivrance des réceptions individuelles des véhicules neufs des catégories M (hors voitures particulières de type original), N ou O ;
Communication aux demandeurs des informations prévues, et selon les modalités, fixées au point 7 de l'article 23 de la directive 2007/46/CE et à l'arrêté du 19 juillet 1954 ;
Courrier aux États Membres en application de l'arrêté du 19 juillet 1954.

B - Réceptions nationales en application des articles R 321-15 et suivants du code de la route (A.M. du 19 juillet 1954) :

Délivrance des réceptions par type ;
Délivrance des réceptions à titre isolé ;
Identification des véhicules ;
Délivrance des dérogations pour la réception de véhicules importés non entièrement conformes à un type réceptionné en France ou européen.

C - Transports en commun de personnes (arrêté ministériel du 2 juillet 1982 modifié, article 1er de l'arrêté du 18 avril 2012) :

Délivrance des attestations d'aménagement (article 85).

D - Véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage (arrêté ministériel du 30 septembre 1975) :

Délivrance des autorisations de mise en circulation de ces véhicules (carte blanche barrée de bleu) (sous réserve de l'envoi d'une copie conforme de cette décision à la Préfecture) ;
Retrait de l'autorisation : lorsque le véhicule ne satisfait pas ou cesse de satisfaire aux dispositions réglementaires.

E - Agrément des centres de contrôles des véhicules légers et de poids lourds et des installations auxiliaires (Code de la route, art. R 323-14 ; Arrêté du 27 juillet 2004 modifié par AM du 15/01/2013 relatif au contrôle technique des véhicules lourds, titre II-chap.II ; Arrêté du 18 juin 1991 modifié par AM du 15/01/2013 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique de véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes – titre II chap. II ; et annexe VII) :

a) agréments :

- Décision d'agrément ;
- Décision d'annulation d'agrément ;
- Décision de rejet d'agrément ;

b) sanctions administratives :

- tous les actes de la procédure préalable, notamment la lettre d'information de l'intention de prononcer une sanction, et l'invitation à la réunion contradictoire ;
- présidence de réunion contradictoire et approbation de compte rendu ;
- toute notification de compte-rendu de réunion contradictoire, de décision de sanction ;
- Décision de suspension d'agrément ;
- Décision de retrait d'agrément ;
- Décision de suspension immédiate de l'agrément en cas d'urgence.

F - Agrément des contrôleurs (Code de la route, art. R 323-18 et suivants ; Arrêté du 27 juillet 2004 modifié par AM du 15/01/2013 relatif au contrôle technique des véhicules lourds, titre II-chap.I ; Arrêté du 18 juin 1991 modifié par AM du 15/01/2013 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique de véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes – titre II chap. I et annexe VII)

a) agréments :

Décision d'agrément ;
Décision d'annulation d'agrément ;
Décision de rejet d'agrément ;

b) sanctions administratives :

tous les actes de la procédure préalable, notamment la lettre d'information de l'intention de prononcer une sanction, et l'invitation à la réunion contradictoire ;
présidence de réunion contradictoire et approbation de compte rendu
toute notification de compte-rendu de réunion contradictoire, de décision de sanction ;
Décision de suspension d'agrément ;
Décision de retrait d'agrément ;
Décision de suspension immédiate de l'agrément en cas d'urgence ;

c) autres

Récépissé de déclaration au prestataire (art R323-18-1 du code de la route paragraphe II) ;
Information des autorités compétentes d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen prévue par l'article R 323-18-3 du code de la route.

G - Transport de matières dangereuses par route (A.M. Du 01/06/01) :

- P.V. de réception nationale d'un véhicule (Art.14) ;
- P.V. de réception TMD d'un véhicule (Carte blanche barrée jaune) ;
- P.V. de visite initiale des véhicules ADR (Art. 14) ;
- Délivrance des certificats d'agrément des véhicules (Art 14) ;
- P.V. d'agrément de types de citernes (Art. 15) ;
- P.V. d'homologation de type d'un flexible (Art 9.2 et annexe IV-1) ;
- Reconnaissance du plan d'assurance qualité d'un fabricant de flexible.

IV-2 Transports exceptionnels

Cadre réglementaire :

Code de la route - Articles L 110-3, R 433-1 à R 433-6, R 433-8, R 435-1 et R 436-1

Décret n° 2014-675 du 24 juin 2014 portant expérimentation de la déclaration préalable pour les transports exceptionnels

Arrêté interministériel du 04/05/2006 modifié par l'arrêté du 25/06/2013 (transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles comportant plus d'une remorque)

Arrêté du 24 juin 2014 relatif à diverses dispositions à titre expérimental pour les transports exceptionnels

- Délivrance des autorisations individuelles de transports exceptionnels
- Délivrance des accords (avis)
- Délivrance des prorogations et modifications de l'autorisation initiale
- Délivrance des récépissés de déclaration
- Délivrance des dérogations

IV - 3 Transports urbains de personnes et transports routiers non urbains de personnes

Décret n°85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes.

Services occasionnels de transport public routier de personnes

Art. 33 : Délivrance des autorisations de services occasionnels prévues à cet article et à l'article 35

Art 37 : Annulation d'autorisation de service occasionnel dans le cas prévu à cet article

Art. 39 : Remplacement des autorisations de service occasionnel prévu à cet article.

V – DEPLACEMENTS

V - 1 Réseau ferroviaire touristique

Arrêté autorisant l'exploitation par une association d'une ligne ferroviaire à des fins touristiques

en application du code de la route, de la loi du 30/12/1982, du décret du 09/05/2003, de l'arrêté du 08/12/2003 et de la circulaire du 09/12/2003

V- 2 Sécurité des transports guidés

avis de complétude et incomplétude des dossiers
accusés réception des comptes-rendus des tests et essais
demandes d'avis à la CCDSA

en application de la loi du 03/01/2002, du décret du 09/05/2003, de la circulaire du 09/12/2003 et décret 2003-425 du 9 mai 2003

VI - CONTENTIEUX ADMINISTRATIF ET JUDICIAIRE

VI-1 Observations écrites devant les tribunaux compétents du ressort de la cour d'appel de Douai (articles L480-5 et R480-4 du code de l'urbanisme)

VI-2 Observations orales devant le tribunal administratif de Lille (article R732-1 du code de justice administrative).

Article 2 : Sont exclus de la présente délégation la signature :

les arrêtés préfectoraux mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-1 A 1°) – B – C 2°) – E 2°) - G 1°) et 2°) ; paragraphe I-2 – A 1°), 2°), 3°) - paragraphe I-4 A 1er et 2ème alinéa – paragraphe II – 1 10ème et 12ème alinéa – paragraphe II – 2 et paragraphe III – 1 ;
les arrêtés portant réglementation générale ;
les arrêtés concernant les investissements publics financés par l'Etat ;
les décisions portant création de commissions ou modification de leur composition ;
les circulaires ou instructions adressées aux collectivités locales, aux services, établissements et organismes publics, aux sociétés d'économie mixte ;
et de manière générale l'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
les correspondances et décisions administratives adressées :
aux ministres ;
aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil général ainsi qu'à leurs directeurs généraux des services ;
aux cabinets ministériels et aux administrations centrales ;
au maire d'ARRAS et au président de la Communauté Urbaine d'ARRAS ;
aux présidents des chambres consulaires.
les mémoires introductifs d'instance et les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Etat ;
les correspondances ou actes portant sur les locaux nécessaires au fonctionnement des services ;
les conventions liant l'Etat aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs établissements publics.

Article 3 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Vincent MOTYKA, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Cette décision sera transmise au préfet (Direction des politiques interministérielles / Bureau de la coordination) et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Sont exclus de la possibilité de subdélégation de signature :

les arrêtés préfectoraux mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-2 – A relatifs aux plaintes concernant les nuisances industrielles
les arrêtés préfectoraux mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-4 - A relatifs aux décisions d'autorisation simplifiées (dans le cas où il n'y a pas de DUP) au titre de l'article 2 du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié
les arrêtés d'attribution de subvention au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs mentionnés à l'article 1er, paragraphe I-5

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé
La Préfète
Fabienne BUCCIO

-
- Arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant désignation de M. Vincent MOTYKA, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais – Picardie, en qualité d'expert pour les essais et épreuves avant mise en exploitation des canalisations de gaz combustible

Article 1er : M. Vincent MOTYKA, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, est désigné en qualité d'expert chargé des essais et épreuves subis en usine des éléments des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation dans le département du Pas de Calais au titre de l'article 9 de l'arrêté du 11 mai 1970.

Article 2 : M. Vincent MOTYKA, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, est désigné en qualité d'expert chargé des épreuves de résistance et d'étanchéité dans le département du Pas-de-Calais au titre de l'article 36 de l'arrêté du 11 mai 1970.

Article 3 : Dans sa mission d'expert, il est autorisé à se faire assister par les agents de son service ou par tout autre délégué.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé
La Préfète
Fabienne BUCCIO

-
- Arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant désignation de M. Vincent MOTYKA, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais – Picardie, en qualité d'expert pour le contrôle des épreuves à pression

Article 1er : M. Vincent MOTYKA, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, est désigné en qualité d'expert chargé du contrôle des épreuves des appareils à pression dans le département du Pas-de-Calais, en application de l'article 6 du décret n° 63 du 18 janvier 1943 modifié.

Dans ses fonctions, il est autorisé à se faire assister, sous sa responsabilité et dans les limites qu'il fixe, par les agents de son service placés sous ses ordres ou par tout organisme habilité.

Il rappellera à ceux-ci qu'ils sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves prévues par l'article 378 du Code Pénal, sauf à l'égard des autorités administratives et judiciaires, pour tous les faits ou renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Signé
La Préfète
Fabienne BUCCIO

SNCF IMMOBILIER

- Décision en date du 14 décembre 2015 portant déclassement du domaine public

DECISION DE DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Vu le code des transports, notamment son article L. 2141-16;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1 ;

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et notamment son article 25 portant dénomination de l'établissement « SNCF » en « SNCF Mobilités » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités, notamment son article 43,

Vu l'Arrêté de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie du 25 juin 2015 fixant le montant de la valeur des biens du domaine public ferroviaire appartenant à la SNCF, à SNCF Réseau ou géré par SNCF Mobilités au-dessous duquel les décisions de déclassement sont autorisées par le préfet,

Vu l'Arrêté de Madame la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 25 juin 2015 fixant les obligations d'information de l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires et Routières des projets de déclassement de la SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités,

Vu la lettre du 27 Novembre 2015 de la Direction Générale des Infrastructures des Transports et de la Mer (DGITM) autorisant SNCF Mobilités à prononcer le déclassement,

Vu la délibération du conseil d'administration de SNCF Mobilités en date du 16 juillet 2015 portant délégation de pouvoirs au Président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement,

Vu la délégation de pouvoirs conférée par le Président du Conseil d'Administration de SNCF Mobilités au Directeur Général Délégué Performance et Sécurité de SNCF Mobilités en date du 16 juillet 2015,

- DECIDE -

ARTICLE 1

Deux terrains non bâtis sis à Etaples (62) tel qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Code INSEE Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m ²)
		Section	Numéro	
ETAPLES	Rue du Fayel	AD	243 et 230	686m ²
ETAPLES	Route de Boulogne	AD	247	8 472m ²
TOTAL				9.158m ²

Le terrain non bâti de 686m² objet de la présente décision est figuré sous teinte jaune au plan 29223-DIV-02.dwg indice 2 du 5 octobre 2015 et le terrain non bâti de 8472m² sous teinte bleue au plan 27881-DIV-02.dwg indice 2 du 6 octobre 2015 ci annexés.

ARTICLE 2

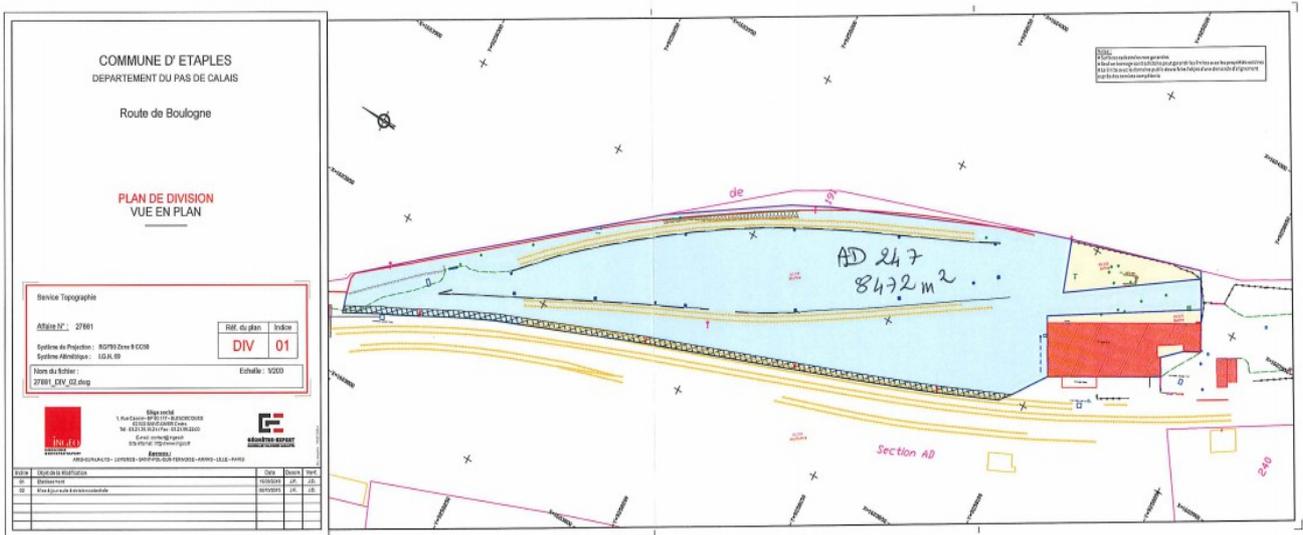
Copie de la présente décision sera communiquée au Ministère en charge des Transports (DGITM),

La présente décision de déclassement sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département du Pas de Calais.

Fait à SAINT-DENIS, le 14/12/15



Mathias EMMERICH



COMMUNE D'ETAPLES
DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

Secteur Gare

PLAN DE DIVISION
VUE EN PLAN

Service Topographie

Affaire N° : 29223

Système de Projection : RGF93 Zone 8 CC50
Système Altimétrique : I.G.N. 69

Nom du fichier :
29223_DIV_02.dwg

Ref. du plan	Indice
DIV	02

Echelle : 1/200



Siège social
INGÉO INGENIERIES
83 502 BANY-JAMES COME
Tél : 03.31.38.15.21 / Fax : 03.21.55.22.00
E-mail : contact@ingeo.fr
Site internet : http://www.ingeo.fr



Ancienneté
AIRE-SUR-LAULYS - LUMBRES - SAINT-FOUR-SUR-TERNOISE - ARRAS - LILLE - PARIS

Index	Objet de la Modification	Date	Desin.	Verif.
01	Etablissement	15/09/2015	J.F.	J.D.
02	Mise à jour suite à révision cadastrale	05/10/2015	J.F.	J.D.

